

—  
L'article mensonger et calomniateur de « Les Allobroges de la Drôme » du 17 mai 2013 :

### **La réponse :**

Bonjour,

Un article de votre journal « Les Allobroges de la Drôme » daté du 17 mai 2013 met en cause le CAN84 dans un florilège extraordinaire de fausses informations, de mensonges, de caricatures de positions. Volonté délibérée de nuire à un regroupement citoyen s'opposant à un des plus puissants lobby en France ? Attitude corporatiste et mystique ? Ignorance profonde reposant sur la facilité et une non-investigation honnête de l'auteur ? Nous vous invitons à la clarification et vous rétablissons ci-dessous quelques vérités.

Nous misons sur votre souci proclamé de placer l'humain au centre de votre démarche pour que vous portiez à la connaissance de vos lecteurs et de vos militants la réponse d'un humain.

### **Erreur théorique, politique et sociétale**

Par une phrase martiale, commentant un des communiqués du CAN84 (mais lequel ?), vous affirmez que le CAN84 traiterait « ... les travailleurs du nucléaire de criminel » et qu'ainsi « c'est une ignominie qui éclabousse ses auteurs. Les communistes sont révoltés d'un tel mépris pour des salariés, ouvriers, techniciens, ingénieurs, chercheurs, administratifs ... »

Première erreur : les nucléocrates sont le petits groupe de technocrates de l'Ecole des Mines, de financiers, de politiciens, de militaires qui imposent depuis cinquante ans l'ordre despotique nucléaire militaro-civil, sans que jamais ni le peuple ni les élus n'aient été consultés. Pas les travailleurs.

Nous vous en expliquons ci-après.

### **Erreurs d'analyse et de décryptage de la réalité**

Le Collectif antinucléaire de Vaucluse/CAN84 n'est en rien, comme vous l'affirmez à tort dès le début de votre article « l'expression locale de Sortir du Nucléaire ». Il est un collectif citoyen, d'hommes et de femmes, de jeunes et de retraités, de salariés et de chômeurs, de syndiqués et de non-syndiqués, de parents et grands-parents agissant en toute indépendance et liberté en dehors de tout parti politique ou église confessionnelle : pour l'arrêt immédiat, inconditionnel et définitif de la destruction atomique civile et militaire, principalement pour des raisons sanitaires et de santé publique. ([voir notre charte publique ici](#)).

Le Collectif antinucléaire de Vaucluse/CAN84 s'exprime et n'agit donc qu'au nom des citoyen-nes qui le compose et n'est donc ni l'expression d'une autre organisation/fédération, ni son expression locale sur la Drôme. Votre titre mentionnant l'organisation « Sortir du nucléaire ... » est donc faux.

### **Mensonges et opposition artificielle : à qui profite le crime ?**

Selon vous le Collectif antinucléaire de Vaucluse/CAN84 « ...insulte les travailleurs ! ».

De nombreux articles du site internet ( [ici](#) ) du CAN84, de communiqués de presse, de déclarations, de démarches et d'actions démontrent et attestent justement de la position et de la démarche inverse :

1) **Nous soutenons les luttes des travailleurs du nucléaire**, notamment sur les graves problèmes de sécurité, sur les dramatiques atteintes répétées à la santé et la vie des salariés statutaires et des sous-traitants, sur les monstrueuses atteintes des territoires et de la santé des populations. Derniers articles et positions en date :

- « *Travailleurs du nucléaires victimes de la radioactivité : combien sont-ils, combien sommes-nous ?* » à propos de la déclaration de la CGT ([ici](#))

- « *Tricastin : les pompiers et salariés de la sécurité en grève bloquent le site . "Areva menace la sécurité"* ([ici](#))

- « *l'ASN fustige le manque de sûreté nucléaire du site du Tricastin et condamne les menaces que fait courir EDF à la population, aux salariés, à l'environnement* » ([ici](#))

2) **Nous avons proposé à plusieurs reprises – et proposons régulièrement- des rencontres aux syndicats** des entreprises du nucléaire des sites du Tricastin, de Cadarache, de Marcoule. Ces deux dernières années, à l'occasion de nos « marche antinucléaire pour la vie », celle d'août 2012 et celle du mois d'avril à laquelle participaient des militants communistes antinucléaires) nous avons adressé à 92 syndicats et élu-es du personnel une lettre de rencontre ([ici](#) lettres [2012](#) et [2013](#) ) qui précisait :

*«Soucieux du présent et du devenir du vivant sur notre petite Terre, nous souhaitons que puisse s'instaurer un dialogue entre vous et nous, ouvrir par-delà les incompréhensions, les méconnaissances, les anathèmes rapides et les peurs : un premier contact. Car nous affirmons que nous ne sommes pas ennemis, nous sommes des humains soumis à une atteinte et menace quotidienne et à des rapports de domination qu'il nous appartient de transformer, pour nous et pour les générations futures. Nous vous proposons de partager avec nous une audace, de poser un acte d'affranchissement, de briser un tabou, d'oser l'avenir.... Nous croyons en notre intelligence commune, à notre capacité à ouvrir des perspectives qui respectent et l'humain et la planète tout en se libérant des errements mortifères du passé. Nous mettons cartes sur table et vous invitons à en faire de même... Le nucléaire ne concerne pas que les travailleurs du nucléaire mais bien toute la population, toutes les populations, toutes les générations. Il est urgent, pour nous comme pour de plus en plus de salarié-es du nucléaire eux-mêmes, de tourner la page... »*

3) **Nous allons à la rencontre des salarié-e-s du nucléaire** : Les 15 avril 2013, 23 avril 2013 et 26 avril 2013 (date de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl) le CAN84 est allé à la rencontre des salarié-e-s du nucléaire sur leurs lieux de travail à Cadarache (Bouches-du-Rhône), Marcoule (Gard) et Tricastin (Vaucluse/Drôme). Plusieurs centaines de discussions et d'échanges ont ainsi eu lieu entre les travailleurs du CEA/Areva/EDF/sous-traitants et les citoyens antinucléaires. Plus de 6000 salariés ont pris connaissance des positions et propositions du Collectif antinucléaire de Vaucluse/CAN84 ( [lire ici](#) )

4) **Pour le CAN84 l'arrêt immédiat du nucléaire, la fermeture de toutes les installations nucléaires doit s'accompagner d'un vaste plan de formation de haut-niveau** de tous les personnels pour leur repositionnement professionnel, leur intégration choisie dans les nouvelles filières de recherches et de mise au point des technologies énergétiques non-criminelles ou d'autres secteurs de recherche et développement, la sécurisation des sites mis à

l'arrêt, l'apport de leur savoirs et compétences dans les projets alternatifs locaux/régionaux/Nationaux énergétique,...

## **L'indépendance énergétique nationale : un autre mensonge**

Vous affirmez, après avoir cité les travailleurs du nucléaire, qu'ils ont contribué à : « l'indépendance énergétique de notre pays. » Là vous entretenez un mythe et l'un des fondement de la manipulation de masse : car il n'y a pas d'indépendance énergétique de la France notamment au nucléaire.

Pour ce qui concerne le nucléaire dit "civil", avatar du nucléaire militaire qui a besoin des radio-contaminants des centrales « civiles » pour sa fabrication et son entretien, les centrales nucléaires françaises sont depuis le début de leur existence sous licences états-uniennes de "Westinghouse" après une tentative avec l'états-unien "CGE". Belle indépendance !

Et l'uranium nécessaire à leur fonctionnement provient depuis des décennies de mines étrangères (Kazakstan, Canada, Niger) dans les pires conditions d'exploitation des travailleurs africains, la contamination des populations locales et des territoires notamment Touareg. Belle indépendance !

Vous n'êtes pas sans ignorer - qu'après le choix nucléaire militaire imposé par DeGaulle et l'exclusion du communiste Frédéric Joliot-Curie de son poste de Haut-Commissaire du CEA suite à son "Appel de Stockholm" en 1950 visant à l'interdiction de la bombe atomique - le choix nucléaire « civil » fut guidé et encadré dans le cadre de la guerre froide URSS/USA, par des groupes d'intérêts financiers et militaire au coeur même de l'appareil d'Etat français, entremêlant intimement politiciens et patronat industriel.

Deux hommes d'Etat, respectivement les chefs de file de deux groupes financiers et industriels et leader de la droite, vont imposés au pays le nucléaire :

Georges Pompidou (UNR, RPR devenu depuis UMP), Premier ministre de "Mon Général" dont Pierre Messmer après avoir été Ministre des Armées en 1960 de "Mon Général" deviendra à son tour premier ministre en 1972 lorsque G.Pompidou deviendra Président de la République ,

Valéry Giscard d'Estaing ( UDF-PR devenu Modem et UDI) une première fois secrétaire d'État aux Finances de 1959 à 1962, puis ministre des Finances et des Affaires économiques de 1962 à 1966, sous la présidence du général de Gaulle, puis ministre de l'Économie et des Finances de 1969 à 1974 après l'élection à la présidence de la République de Georges Pompidou.

Pompidou était la tête de pont du groupe Compagnie Générale d'Electricité (GE) et Giscard celle du groupe Creusot-Loire associé à Jeumont-Schneider (lié à l'états-unien Westinghouse) et à une banque dont le frère de Giscard en était le Directeur ([lien ici](#)).

Pour lancer le développement nucléaire, le groupe lié à Pompidou crée la filiale SOGERCA, avec l'achat de la licence états-unienne General Electric (réacteur à eau bouillante). Le groupe lié à Giscard crée, lui, le groupe Framatome, avec l'achat de la licence américaine Westinghouse des réacteurs à eau pressurisée. On sait ce qu'il advint ([lire ici](#) )

Il y a mieux comme indépendance nationale !

##

### **Confusion idéologique, théorique et politique**

*(nb : le paragraphe ci-dessous est l'expression de l'auteur de la réponse et ne fait pas l'objet d'une position publique du CAN84)*

Vous dites : « Dans son communiqué, il (le CAN84) traite tout simplement les travailleurs du nucléaire de criminels en parlant de « crime quotidien de la destruction atomique perpétré par chaque installation nucléaire qui rejette chaque minute dans notre air et dans notre eau de la radioactivité mortifère ... ».

Nous n'affublons jamais et aucunement les exploité-e-s (nous sommes nous-mêmes pour une bonne part des salarié-e -s) du qualificatif de « criminel » ou autres synonymes, bien au contraire (comme il vous suffit de le constater dans nos écrits cités ci-dessus et sur le site de la coordination antinucléaire du sud-est ([ici](#))).

Vous confondez et amalgamez sciemment les forces productives (les exploités, les salariés, les créateurs de richesses avec leurs compétences) que nous soutenons, avec l'outil de production (les centrales et installations nucléaires qui contaminent notre eau et notre air et la chaîne alimentaire par leur rejets quotidiens de radioactivité), et avec le capital privé et public (les nucléocrates qui imposent leur ordre de domination et leur vampirisation continue de la plus-value créée et de la santé). Votre tour de passe-passe porte un nom : alliance capital/travail. Aujourd'hui appelé soit "social-libéralisme" soit "collaboration de classe".

Les nucléocrates sont ce petit groupe de technocrates de l'Ecole des Mines, de financiers, de politiciens, de militaires et leurs relais qui imposent depuis cinquante ans l'ordre despotique militaro-civil nucléaire, sans que jamais ni le peuple ni les élus n'aient été consultés.

Les nucléocrates ce ne sont pas les travailleurs, même si historiquement des organisations et élus se réclamant de la « classe ouvrière » ont participé, dans la décennie qui a suivi la fin de la seconde guerre, à l'instauration de cet ordre nucléocratique pour des raisons de rapports de forces internationaux conjoncturels URSS/USA afin de créer une fissure dans le bloc occidental (USA/France) et l'espoir de la prise de pouvoir révolutionnaire en France\*.

D'où le compromis historique gaulliste-communiste-syndicats-capital public/privé et le rôle de co-gestion dévolu au syndicat quasiment unique de l'époque en contre-partie d'avantages matériels pour les salariés et le syndicat (qui sont de plus en plus rognés et malmenés depuis) et d'intégration à la co-gestion (capitalistique espérée provisoire) des entreprises nationalisées. Une stratégie qui visait aussi pour le PCF à faire en sorte que les travailleurs récupèrent légitimement sous forme de « salaires différés » une partie de la plus-value créée.

Aujourd'hui encore, bien souvent au nom d'intérêts catégoriels et corporatistes et de maintien de prérogatives, certaines organisations continuent à participer à cet ordre dominant (alors que toute cette donne internationale et nationale n'existe même plus). Ce faisant, entretenir le corporatisme et l'idée qu'en dehors du nucléaire "point de salut" (la famille), faire adhérer les salariés à leur propre exploitation en entreprise fut-elle en partie "nationalisée" et positionner

toute critique des choix et orientation comme une position ennemie (travail), alimenter un soutien à une fausse "indépendance nationale" (patrie),... est de nature à vider de toute conscience émancipatrice les actions revendicatrices et valider les pires attitudes électorales.

La teneur de votre article reflète ce courant idéologique ambigu en déphasage complet avec le réel et les exigences de notre temps.

###

### **Lutter contre la précarité énergétique !**

Vous rappelez à juste titre que « Près de 10 millions de français sont considérés en situation de précarité énergétique. Ce même drame est vécu par 4 milliards d'êtres humains sur notre planète ; la précarité énergétique étant mesurée par l'accès à l'électricité ». Bon nombre de citoyen-nes du CAN84 sont ces « précaires » et, si pour votre article la solution c'est plus (+) de nucléaire, pour eux c'est plus du tout de nucléaire, arrêt immédiat. Pour des raisons sanitaires et de santé publique.

Pourtant vous poursuivez par « Cette réalité dramatique exige autre chose que des manifestations visant à brider la créativité humaine. » comme si la lutte du Collectif antinucléaire de Vaucluse/CAN84 contre le crime sanitaire antinucléaire ne visait pas justement, en protégeant la vie et en plaçant l'humain au cœur de son combat, à maintenir existante la créativité humaine sur toute la planète.

Car avec la destruction atomique (le « nucléaire » selon la terminologie imposée par les castes dirigeantes) : pas de projets individuel et collectif émancipateur, pas de générations futures en bonne santé physique et psychique ; simplement et cruellement la terreur atomique hypothéquant tout acte humain et toute créativité. Et ce sur toute la planète y compris sur ceux qui n'en veulent pas et n'ont pas de nucléaire.

Mais pour combattre la précarité ne faut-il pas que la vie demeure ? vie et santé attaquées par le nucléaire au quotidien par ses rejets radioactifs et par ses catastrophes internationales (Tchernobyl : 1 million de morts à ce jour selon le rapport de l'Académie des Sciences de New-York recensant plus de 1500 études internationales).

Vous en conviendrez : les maladies radio-induites (cancers des os, cancers du foie, cancer de la peau, cancer des testicules, cancer des poumons, leucémies, malformations congénitales, déstructuration de l'ADN, maladies neuronales, maladies cardiaques,..) et la mort radioactive ne semblent pas trop propice à « la créativité humaine » ni à la lutte pour l'accès et le droit à l'énergie pour chacun-e et pour tous.

Vous poursuivez votre propos par une litanie quasi religieuse, le dogme quasi mystique et la vision mythique du progrès salvateur : face à « la voie du déclin » le centralisme nucléariste et le déploiement de la radioactivité sur toute la surface du globe apporterait le progrès à l'homme et feraient disparaître les inégalités. Vive la prolifération atomique en quelque sorte !

Toute technologie seraient ainsi, pour vous, bonne à prendre et à poursuivre malgré le constat dramatique de son usage, toute création humaine aurait valeur universelle et serait bénéfique, toute mondialisation du modèle dominant énergétique serait l'avenir, tous les peuples

devraient adopter notre type de développement. Vous n'êtes pas loin de "l'homme africain n'est pas encore entré dans l'Histoire" !

Bon, évidemment, comme le laisse entendre votre second article consacré au « désarmement nucléaire » : il faut que l'Homme soit raisonnable, c'est-à-dire qu'il fasse bien la distinction entre le bon et le mauvais nucléaire. Oui, oui, vous entretenez aussi cette fable pour petit enfant.

Pourtant, vous le savez, nucléaire civil et militaire sont intimement liés : les centrales dites « civiles » produisent par exemple le tritium nécessaire aux bombes atomiques, d'autres installations nucléaires produisent le plutonium nécessaire aux bombes atomiques et les usines d'enrichissement d'uranium ou de recyclage produisent l'uranium appauvri des bombes à pénétration. Les impacts sanitaires/sociaux/financiers du nucléaire sont colossaux et ignobles. Civil ou militaire, militaire et civil : ça tue, ça pue.

L'exigence d'aujourd'hui est au retour vers l'humain, vers être au plus près de l'humain, ne plus appliquer les méthodes pyramidales d'hier et d'aujourd'hui encore, replacer l'humain au cœur du projet, la ré-appropriation de son pouvoir d'élaboration et de décision, rompre avec le modèle impérialiste, colonialiste et centraliste.

En un mot en matière énergétique, dans une approche humaniste, sanitaire et environnementale : définition des besoins réels par les populations elles-mêmes (population/élus/travailleur/entreprise) sur des bassins de vie et utilisation des ressources locales existantes non-délocalisables (solaire thermique, solaire électrique, biomasse, hydraulique, houlo-dynamisme, marée-motrice, géothermie, éolien, etc...) avec péréquation solidaire régionale/nationale/internationale, baisse de la sur-consommation et du gâchis lié notamment au « tout électrique » par le développement d'habitat/bâtiments non-énergétivores et passifs et auto-producteur d'énergie, baisse des sur-consommations électriques inutiles engendrées par la logique capitalistes et marchandes tels les zones commerciales éclairées de nuit ou les panneaux publicitaires ... Une approche adaptée à tous et aux humains en situation de précarité énergétique et aux populations qui n'ont pas encore accès à la diversité énergétique. C'est à elles-mêmes d'élaborer le type de vie en société qu'elle souhaitent développer. Pas à l'idéologie de la sur-consommation/croissance/profits/exploitation d'imposer son modèle.

Vous reprenez à votre compte dans un second article émanant du "Mouvement de la Paix" : « *La solution pour avoir zéro risque avec les bombes atomiques, c'est ZÉRO BOMBE ATOMIQUE.* » . Nous ajouterons dans la même logique : « *La solution pour avoir zéro risque avec les installations atomiques, c'est ZÉRO INSTALLATIONS ATOMIQUE.* »

Nous vous invitons à rejoindre et soutenir notre combat émancipateur, de protection sanitaire et de la vie, de protection des générations futures. Et évidemment à un débat public entre vous et nous (et qui veut) sur le nucléaire, son crime quotidien, son crime durable de part la production quotidienne de déchets radioactifs par chaque installation nucléaire (1 million 500 000 mètres cubes accumulés en France et dont on ne sait que faire si ce n'est que de les refiler à 3000 générations futures).

*Jean*

*\* soutien au plan états-uniens de développement du nucléaire « Atome pour la Paix », acceptation de la création de l'Agence Internationale pour la promotion de l'Energie nucléaire/AIEA, soumission de l'OMS/Organisation Mondiale de la Santé à l'imprimatur de l'AIEA, puis le rapport du communiste [Jean Kanapa](#) (appelé rapport « Kanapa ») au Bureau Politique du PCF se ralliant en 1977 à la force de frappe nucléaire alors que ce parti était jusque là hostile à la bombe atomique (alliance avec Mitterrand et les socialistes oblige).*

—

*tous les articles et liens mentionnés sont accessibles sur [www.coordination-antinucleaire-sudest.org](http://www.coordination-antinucleaire-sudest.org)*